

Rapport d'enquête

Impact de la COVID-19 sur l'éducation

Réponses collectées auprès des membres du Cluster
Education entre avril et mai 2020

31/08/2020

Coordination du Cluster Education

AVIS AUX LECTEURS

Les opinions exprimées dans le présent document ne peuvent en aucun cas être interprétées comme reflétant l'opinion officielle du Cluster Education.

E-mail : cluster.education.bf@gmail.com

Site Web : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/education>

SOMMAIRE

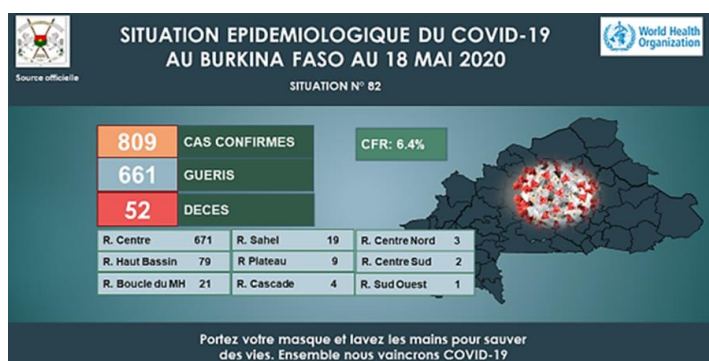
1. INTRODUCTION	4
2. RESUME	6
3. PRINCIPAUX RESULTATS	7
3.1 Impact des restrictions gouvernementales sur les activités	7
3.2 Mesures gouvernementales ayant plus d'impact	7
3.3 Activités plus impactées	8
3.4 Fonctionnement de l'enseignement à distance	8
3.5 Interactions entre les travailleurs sociaux de protection de l'enfance et le personnel éducatif.....	9
3.6 Impact programmatique.....	10
3.7 Impact en termes de protection des enseignants et autres personnels éducatifs	10
3.8 Impact en termes d'augmentation du nombre de cas de violences sur les enfants	10
3.9 Troubles de comportement chez les enfants	11
3.10 Mesures de mitigation	11
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	12

1. INTRODUCTION

CONTEXTE

C'est depuis le début du mois de mars 2020 que le pays a déclaré ses premiers cas de malades suite à la COVID-19. A la date du 18 mai le rapport de la situation numéro 82 du Ministère de la Santé a signalé 3 nouveaux cas confirmés, 0 décès et 6 patients guéris ; portant le cumul de **809 cas confirmés** à la COVID-19 (511 hommes et 298 femmes), 661 guéris et 52 décès.

Figure N°1. Situation épidémiologique au 18 mai 2020¹ :



Sur le plan socioéconomique, les mesures portent sur la prise en charge ou le rabatement des factures d'eau et d'électricité des ménages et petits commerçants à hauteur de 10 M EUR (6,7 milliards FCFA) pour l'eau et 18 M EUR (12 milliards FCFA) pour l'électricité, l'accompagnement des populations vulnérables (vivres gratuits ou à prix sociaux, cash transfert), l'annulation des pénalités, la sécurisation de l'approvisionnement du pays en produits de grande consommation ainsi que des mesures incitatives envers la presse. En matière de fiscalité, le gouvernement prévoit notamment la remise des pénalités et amendes exigibles, la suspension des contrôles, l'exemption de la contribution du secteur informel, la suspension des poursuites en matière de recouvrement ainsi que la réduction de 25% de la patente pour les établissements des domaines du transport, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme.

Face à l'augmentation des contaminations et pour réduire la propagation de la maladie, l'État a rapidement pris les mesures suivantes :

- La mise en quarantaine de toutes les villes ayant enregistré au moins un cas de la Covid-19 ;
- La suspension du transport public urbain et interurbain de passagers ;
- La fermeture des établissements d'enseignements préscolaires, primaires, post-primaires et secondaires, professionnels et universitaires, du lundi 16 mars 2020 au mardi 31 mars 2020 sur toute l'étendue du territoire national² ;

¹ Source : Cluster Santé, OMS

² Source : Ministère de la Communication, [Toutes les écoles sont fermées](#)

- La suspension des cours du 1er au 13 avril 2020 prorogée d'abord au 27 avril 2020³ et puis jusqu'au 31 mai. Une commission interne au MENAPLN doit proposer des alternatives avec des scénarios de réouverture.

Concernant le contexte éducatif, l'arrêt provisoire des cours a touché 5 130 730 élèves/apprenants du formel et du non formel, 122 810 enseignants et 20 754 établissements scolaires.⁴ On notera également que la suspension des activités pédagogiques a des répercussions négatives sur la qualité des apprentissages des élèves et sur la consolidation de leurs acquis scolaires. En outre, les effets de la Covid-19 sur le système éducatif se couplent aux impacts de la crise sécuritaire. Pour certaines régions, la fermeture des écoles a accentué les perturbations d'un calendrier scolaire déjà fragilisé par l'insécurité, aggravant ainsi l'insuffisance du temps d'enseignement. La fermeture ponctuelle ou prolongée des écoles est un facteur de démotivation et de désengagement des élèves et des parents. Cela augmente le risque de déscolarisation pour les enfants des familles les plus vulnérables. Par contrainte, ou sur incitation des familles, les enfants peuvent se retrouver dans des situations d'exploitation par le travail pour contribuer à l'alimentation ou aux revenus de leurs familles. Les filles sont particulièrement exposées à ce risque ainsi qu'aux risques de grossesse ou mariage précoces, d'exploitation sexuelle ou à d'autres formes de violence. Ces situations ont déjà été constatées par des organisations humanitaires dans les zones à forts défis sécuritaires.

Face à ce contexte, une enquête a été réalisée par le Cluster Education du 22 avril au 18 mai 2020.

OBJECTIFS

Le présent rapport vise à fournir une photographie de base des impacts des restrictions liées à la Covid-19 sur les activités dans le domaine de l'éducation au niveau de cinq régions durement affectées par la crise sécuritaire.

MÉTHODOLOGIE

Ce rapport présente les données obtenues lors d'un sondage en ligne ciblant les organisations membres du Cluster Education.

LIMITES

Cette enquête était adressée aux personnes habituées à participer aux enquêtes en ligne. Par conséquent un grand nombre de membres du Cluster n'ont pas pu répondre au sondage, surtout les services étatiques.

Bien que le Cluster essaie de fédérer tous les acteurs d'éducation en situations d'urgence présents au Burkina Faso, l'enquête a visé ceux qui sont particulièrement présents sur le terrain dans les 5 régions affectées par la crise sécuritaire (Sahel, Centre-Nord, Est, Nord et Boucle du Mouhoun). Ainsi, les résultats présentés ne reflètent pas l'ensemble de la situation sur le plan national. Par ailleurs, les réponses obtenues dans ce rapport sont des déclarations non-dûment vérifiées.

³ Source : Ministère de l'Education Nationale, [EDU EMER Écoles fermées 16 mars-11 mai 2020 Reprise Conditions](#)

⁴ Source : MENAPLN

2. RESUME



6

Organisations ont répondu au sondage



100%

Des répondants occupaient les fonctions de responsabilités



4 Organisations internationales

2 Organisations nationales

Impact

100% affirment avoir été impactés par les restrictions gouvernementales

84% des causes sont dues à la fermeture des écoles

84% affirment que le temps nécessaire pour mener l'activité a doublé

50% des répondants estiment que 20% des bénéficiaires prévus pourront être impactés au fil des mois à cause des restrictions

50% des répondants estiment qu'il y a augmentation du nombre de cas de violences sur les enfants

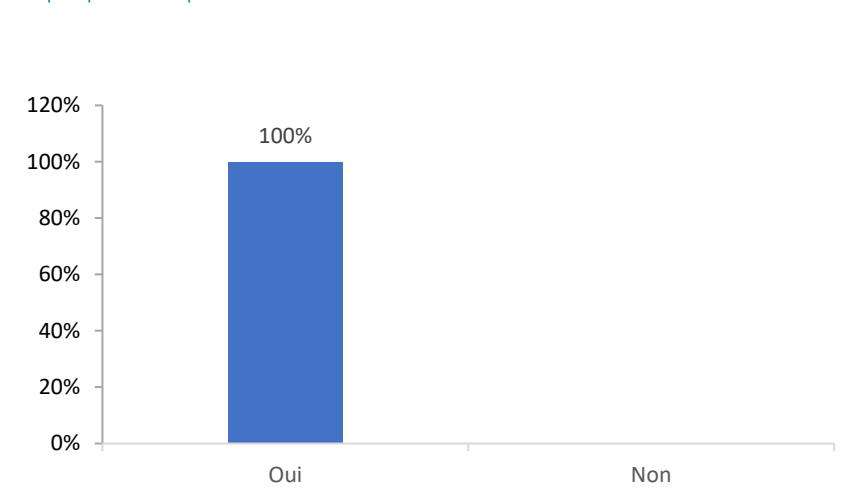
33% des répondants estiment que les enseignements à distances sont opérationnels

3. PRINCIPAUX RESULTATS

3.1 Impact des restrictions gouvernementales sur les activités

100% des répondants estiment que leurs activités ont été impactées par les mesures restrictives.

Graphique 1 : Impact de COVID-19 sur les activités

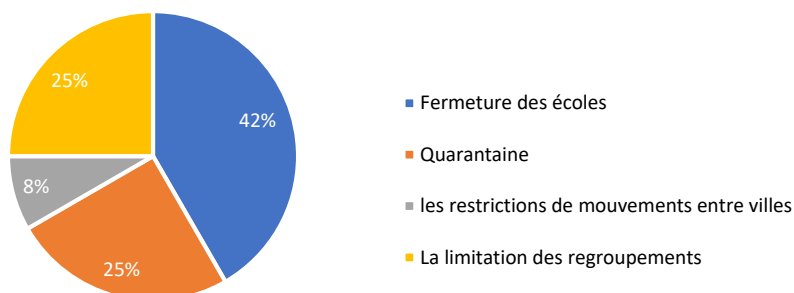


Les mesures restrictives ont engendré des difficultés importantes dans la mise en œuvre des activités. Ces difficultés sont pour la plupart relatives à :

- La suspension des activités au niveau scolaire et communautaire (fermeture des écoles)
- L'interdiction de regroupements de personnes
- Restrictions de mouvements entre villes

La durée de la pandémie étant inconnu, il est nécessaire de mettre en œuvre des activités en tenant compte des mesures barrières. Ceci permettra d'occuper les enfants pendant la période.

3.2 Mesures gouvernementales ayant plus d'impact



Graphique 2 : Mesures ayant plus d'impact

La fermeture des écoles reste la mesure ayant le plus d'impact dans la mise en œuvre des activités. À la suite de cela, s'ajoute la mise en quarantaine des personnes ainsi que les restrictions de voyage entre les villes.

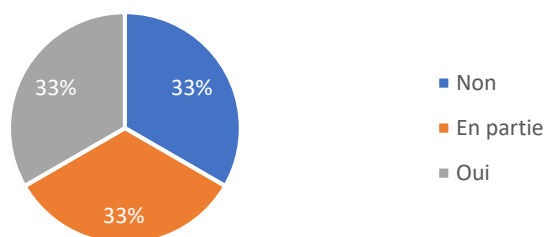
3.3 Activités plus impactées

Les organisations répondantes estiment avoir enregistré du retard dans la mise en œuvre des activités. Parmi les activités les plus impactées par les mesures figurent :

- La fourniture de frais de scolarité
- La fourniture de bourses
- Les cours de rattrapage
- La formation des acteurs éducatifs
- Les sensibilisations communautaires
- Le retard dans le paiement des bourses
- L'arrêt des cours
- Les formations/ distributions
- Les Suivis/supervisions
- Le recensement des bénéficiaires
- La concertation avec les autorités locales

3.4 Fonctionnement de l'enseignement à distance

Graphique 3 : Mise en œuvre du programme éducation à distance

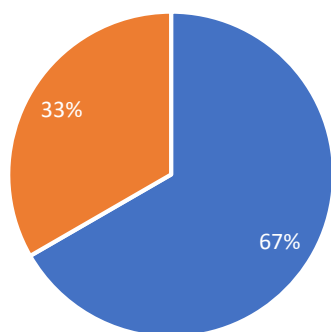


Au regard du graphique, il ressort que 33% des répondants affirment que l'éducation par la radio est fonctionnelle dans leurs zones de couverture alors que 33% autres disent que le fonctionnement est partiel. Il y a lieu de rendre ce fonctionnement effectif pour augmenter le nombre des bénéficiaires.

En revanche presque la quasi-totalité des Clusters sous-nationaux restent fonctionnels. Il en est de même pour la quasi-totalité des COGES qui étaient fonctionnels avant la fermeture des écoles.

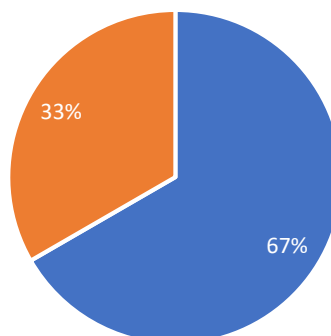
En ce qui concerne la disponibilité des nouveaux services éducatifs (par exemple les jeux et les apprentissages temporaires), seuls 17% des répondants affirment les avoir mis en place.

Graphique 4: Fonctionnement du Cluster Sous-National



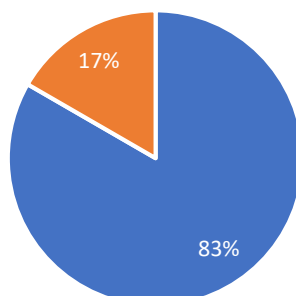
■ Oui ■ En partie

Graphique 5: Fonctionnement (AME, COGES) étaient-elles fonctionnelles avant la crise



■ Oui ■ En partie

Graphique 6: Disponibilité des nouveaux services éducatifs



■ Non ■ Oui

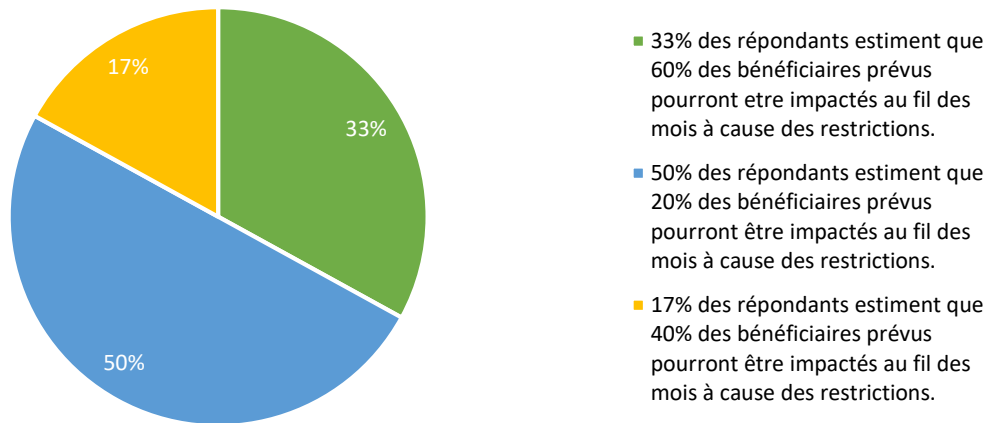
3.5 Interactions entre les travailleurs sociaux de protection de l'enfance et le personnel éducatif

La quasi-totalité des partenaires estiment qu'il existe un lien étroit entre les travailleurs sociaux de protection de l'enfance et le personnel éducatif. Cette collaboration est fortement souhaitée durant cette période d'interception afin d'apporter assistance aux enfants.

En revanche, 84% des répondants estiment qu'il y a augmentation de cas de violence sur les enfants.

3.6 Impact programmatique

Graphique 7: Estimation de l'impact en termes du ralentissement des activités sur les bénéficiaires



Au regard de ce graphique, il ressort que les mesures restrictives pourront se repercuter auprès des bénéficiaires. En effet, 50% des répondants estiment que 20% des bénéficiaires pourront être affectés par ces mesures. Ce qui constitue un risque énorme sur la vulnérabilité des populations affectées.

Outre ces effets sur les bénéficiaires, 84% des répondants estiment qu'ils ont augmenté le temps de réponse. Ceci est dû principalement aux mesures d'adaptation adoptées.

3.7 Impact en termes de protection des enseignants et autres personnels éducatifs

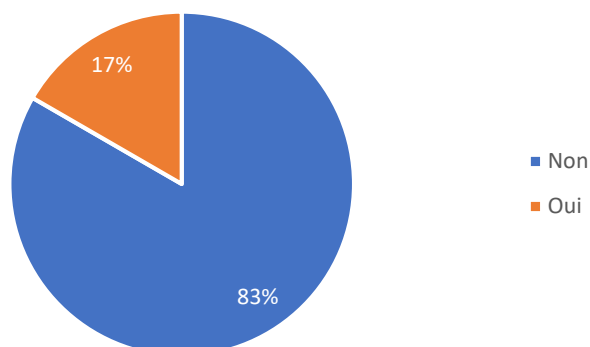
33% des organisations répondantes estiment que ces mesures pourraient générer des mouvements de grève des enseignants suite à la baisse de motivation. Outre ces problèmes liés à la motivation, le problème de stress auprès des enseignants a aussi été relevé.

3.8 Impact en termes d'augmentation du nombre de cas de violences sur les enfants

La moitié des organisations estiment que la suspension des cours et la psychose générée par la pandémie pourraient avoir des conséquences importantes sur l'état psychologique de certains enfants, élèves et parents d'élèves. Les enfants handicapés sont davantage à risque de négligence s'ils sont confinés à la maison. De plus, la plupart des messages de prévention ne sont pas accessibles. On note également des cas de mariages d'enfants.

3.9 Troubles de comportement chez les enfants

Graphique 8 : Troubles de comportement chez les enfants



17% des répondants estiment avoir relevé des cas de trouble de comportement auprès des enfants durant les activités de sensibilisation.

3.10 Mesures de mitigation

Les partenaires ont mis en œuvre des mesures de mitigation, entre autres :

- La sensibilisation sur les messages clés du protocole sanitaire Covid-19
- Fourniture de dispositifs de lave-mains, de gel hydro alcoolique et de caches nez
- Réadaptation de l'approche : sensibilisations réalisées en petit groupe ou en famille ; sensibilisations via des messages radio et les réseaux sociaux ; promotion de la ligne verte pour la prise en charge psychologique à distance; prise en compte de la menace COVID-19 dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans scolaires de préparation et de réponse aux urgences ;le renforcement des mesures d'hygiène pour toutes les activités avec des messages systématiques de prévention
- Diminution du nombre de participants des formations
- Organisation des cours de maintien avec des groupes de 5 apprenant-e-s de façon rotative ;
- Travail à distance avec les partenaires
- Education par la radio
- Report de certaines activités

Parmi les moyens à leur disposition pour faire appliquer ces mesures, on cite :

- Personnels dédiés pour les actions de sensibilisation sur la COVID-9
- Un apport des relais communautaires dans la mise en œuvre des sensibilisations
- Du matériel de protection
- Des messages revus pour intégrer la menace COVID-19
- Utilisation du canal des volontaires communautaires pour mener les sensibilisations à l'endroit des communautés.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Sur base des résultats de cette enquête, la coordination du Cluster Education estime que cette pandémie mérite une attention particulière de tous acteurs éducatifs (y compris les communautés locales affectées). De manière particulière, le strict respect des consignes nationales et internationales est obligatoire.

En outre la coordination du Cluster Education, à l'instar des Agences des Nations Unies, continue à alerter les autorités nationales sur le fait que les fermetures massives de structures éducatives en riposte à la pandémie de COVID-19 constituent une menace sans précédent pour l'éducation et le bien-être des enfants, en particulier des enfants les plus marginalisés.

« Le creusement des inégalités, les problèmes de santé, la violence, le travail des enfants et le mariage des enfants ne sont que quelques exemples des menaces à long terme qui pèsent sur les enfants déscolarisés », indique Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF. « Nous savons que plus les enfants restent déscolarisés, moins ils sont susceptibles de retourner à l'école. Si nous ne faisons pas de la réouverture des écoles une priorité – lorsque les conditions sont réunies pour les rouvrir en toute sécurité –, nous assisterons probablement à un recul catastrophique des progrès accomplis en matière d'éducation. »

Le Cluster Education dans son ensemble devra veiller à ce que :

- La continuité des apprentissages soit fonctionnelle durant la période de fermeture (excepté les vacances)
- Toutes les conditions soient réunies pour que les enfants d'âge scolaire reprennent le chemin de l'école au moment opportun

C'est un moment décisif, car il constitue la rampe de lancement d'une nouvelle normalité qui doit être plus efficace et plus équitable. Pour rouvrir dans de bonnes conditions, les établissements devront être prêts sur le plan logistique et avoir préparé le corps enseignant.

Recommandations principales :

- La prise en compte de la pandémie COVID-19 dans les activités ordinaires
- L'adaptation continue de la réponse humanitaire
- L'appui aux services d'apprentissage à distance / à domicile pour s'assurer de la continuité des apprentissages dans le respect du protocole sanitaire Covid-19
- L'accompagnement en matériels et en soutien psychosocial des agents basés sur le terrain ainsi que des bénéficiaires (enfants, enseignants et leurs familles)
- Le renforcement des mécanismes communautaires (y compris le feedback aux plaintes)
- La préparation de la prochaine réouverture des écoles en fonction du cadre national (en cours d'élaboration) et mondial de réouverture des écoles⁵ (Voir les actions proposées pour les périodes **avant**, **pendant** et **après** la réouverture)

⁵ <https://educationcluster.app.box.com/s/wlm9mik2ct82rqzbuhsuds9k4ubrkke>